

L'Union a toujours la cote auprès des Européens

Union européenne Les citoyens exigent cependant un débat de fond et des actions concrètes face aux défis qui menacent l'UE.

Après la crise économique, l'arrivée de milliers de migrants sur le continent européen, la victoire du Brexit au référendum britannique, la montée des partis eurosceptiques aux quatre coins du Vieux Continent, l'on aurait pu croire que l'Union n'a plus la cote auprès de ses citoyens. Mais s'ils attendent des réponses aux (nombreux) défis européens, 60 % d'entre eux considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose, selon l'Eurobaromètre du Parlement européen publié ce mercredi.

A un an des élections européennes prévues en mai 2019, le soutien exprimé à l'égard de l'UE est même à son niveau le plus haut depuis 35 ans, avec plus de deux tiers des citoyens qui estiment que leur pays bénéficie de sa participation au projet communautaire. "C'est le plus haut résultat jamais enregistré depuis 1983", se réjouit le Parlement. Voilà de quoi faire un pied de nez aux mauvaises langues qui pensaient assister à la fin de l'Union incessamment sous peu. Le Brexit, que d'aucuns percevaient comme le premier pas vers la désintégration de l'UE, a au contraire "joué un rôle pour raviver cette positivité européenne", estime l'enquête, qui a recueilli les opinions de plus de 27 000 Européens âgés de plus de 15 ans en avril dernier.

Reste que cette tendance risque de ne pas durer *ad vitam aeternam*. Près de 42 % des Européens estiment que "les choses vont dans la mauvaise direction", contre seulement un tiers qui se montrent optimistes. Prenez notre pays par exemple : les Belges sont plus enthousiastes (67 %) que la moyenne européenne à l'égard de l'UE, mais ils sont en même temps plus nombreux (52 %) à s'inquiéter de l'avenir.

De manière générale, loin d'être des pro-européens béats, les citoyens s'en remettent surtout à l'Union pour répondre aux défis que leur pays ne pourrait raisonnablement pas relever seul. Ainsi, parmi les thèmes qui devraient, à leurs yeux, être priorités dans les débats en vue des élections, sont classés en tête de peloton la lutte

contre le terrorisme, la diminution du taux de chômage, l'immigration, l'économie et la croissance, et la protection de l'environnement. Et, dans tous ces domaines, ainsi que d'autres encore comme la sécurité, la défense, la préservation des droits de l'homme, l'énergie, la sécurité sociale, la santé, etc., ils sont une majorité, parfois écrasante, à vouloir que l'Europe intervienne davantage.

Des attentes différentes selon les pays

Les sensibilités varient évidemment en fonction des Etats membres et des domaines dans lesquels l'Union leur a fait défaut – d'ailleurs, l'enthousiasme à l'égard de l'UE est partagé par 85 % des Luxembourgeois, contre 45 % des Grecs et 39 % des Italiens, les Tchèques, éternels eurosceptiques, étant les moins convaincus (34 %). La Belgique et la France par exemple attendent un effort européen contre la menace terroriste, les pays du Sud tels que le Portugal ou l'Espagne voudraient que l'UE favorise l'emploi, pendant que la Grèce plaide pour consolider l'économie et la croissance. Malte ou l'Italie attendent toujours de voir à l'œuvre la solidarité européenne face au défi migratoire – ironiquement, la Hongrie, qui a pourtant refusé de participer à la relocalisation de réfugiés de-

puis la Grèce et l'Italie, se retrouve dans ce même groupe de pays qui perçoivent la migration comme une priorité.

Cette étude contredit donc le mythe qui veut que les citoyens exigent "moins d'Europe". Elle prouve plutôt qu'ils sont insatisfaits des performances de l'Union, déçus dans leurs attentes particulièrement grandes, lassés de voir l'UE faire du surplace. D'ailleurs, près des trois quarts des Européens sont bien conscients que les partis politiques émergents qui s'opposent à tout sans rien proposer n'amélioreront pas la situation, mais 56 % des sondés estiment que ces nouveaux acteurs seraient plus en mesure d'apporter des solutions.

Le paradoxe est donc que, si l'UE n'est pas boudée par une majorité d'Européens, "il y a la possibilité d'avoir, soit à droite soit à gauche, plus de députés eurosceptiques" après les élections de 2019, a estimé mercredi le président du Parlement européen, Antonio Tajani. "Ce n'est pas bon pour l'Europe, mais il faut se demander pourquoi les citoyens votent pour ces partis" et "montrer aux citoyens que l'Europe contribue à leur bien-être et à leur protection".

M.U.

67%

des citoyens estiment qu'appartenir à l'UE est bénéfique pour leur pays
selon l'Eurobaromètre du Parlement européen.

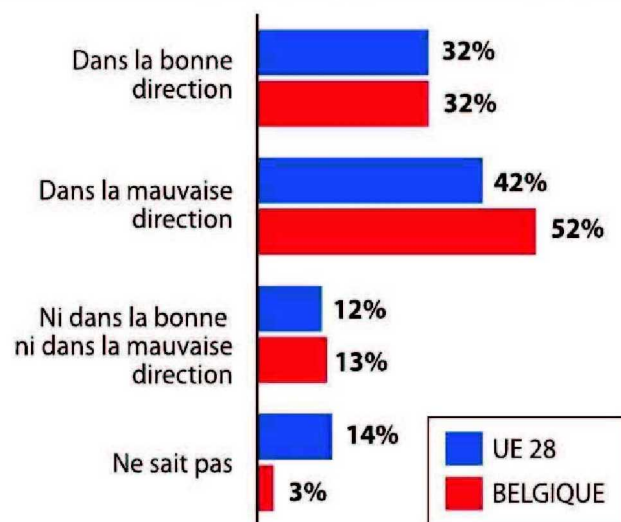
SONDAGE Une majorité de Belges soutient l'Union, mais s'inquiète de l'avenir

« Pensez-vous que le fait que la Belgique soit membre de l'UE est... ? »



Source : Parlement européen

« Pour l'instant, pensez-vous qu'en général, les choses vont dans la bonne ou la mauvaise direction dans l'UE ? »



IPM Graphics